



SCHWEIZERISCHE BOTSCHAFT

an						a/a
Datum						136
Visa						94
EDA						
Ref. p. A. 21.81.						

R.P. No 23 - RJ/gn

Londres, le 26 mars 1980

Le Zimbabwe au seuil de l'indépendance

Entretiens Rial avec Richard Luce, MP, sous-secrétaire d'Etat au FCO (X) et avec John de Fonblanque, assistant Head of Department (Y).

L'attitude modérée adoptée par Mugabe après les élections, ses paroles conciliatrices, ses premiers actes empreints de responsabilité, ont été autant de surprises agréables et d'encouragements pour le Royaume-Uni. Ne vient-il pas encore de féliciter officiellement le général John Acland, commandant de la force du Commonwealth, pour la manière dont lui et ses hommes ont su s'acquitter de leur tâche. Nous sommes en pleine lune de miel, dit X. Soames a maintenant établi avec Mugabe des relations d'une étonnante qualité qui permettent aux deux hommes de coopérer dans une ambiance libre d'arrière-pensées. Mais ce qui réjouit le plus les Britanniques, c'est l'évidence de plus en plus acceptée que Mugabe, qui a dans le passé été conseillé et aidé par la Chine, la Yougoslavie et la Roumanie, n'a jamais eu aucun lien avec l'URSS. Il faut, dit X, se résoudre à classer Mugabe parmi ces "marxistes à l'africaine", qui sont plus animés par l'opportunisme politique et le sentiment national que par l'idéologie.

Les tâches qui attendent maintenant le nouveau Premier Ministre sont considérables. En politique intérieure, il va devoir, en priorité, démobiliser une partie importante de chacune des trois armées qui sont encore en armes, et dont les éléments nécessaires à la sécurité du pays devront être intégrés au plus vite. Malgré l'assistance technique britannique, ce ne sera pas chose facile. La plupart de ces dizaines de milliers d'hommes, en effet, n'ont jamais exercé d'autre activité et sont extrêmement politisés. Il y aura dès lors un problème de réinsertion à la fois sociale et économique. La réinstallation des personnes déplacées est une autre difficulté de taille. Londres estime à 1 million les personnes qui ne vivent pas sur leurs terres traditionnelles. Un quart de million d'entre elles sont de véritables

réfugiés répartis dans les pays limitrophes et 750'000 ont été chassés de leurs villages par la guerre et regroupés dans des zones de sécurité. La réussite d'un redéploiement de cette population est naturellement liée à la question épineuse de la redistribution des terres, en premier lieu, mais elle dépend aussi de la volonté de réconciliation des autres leaders ainsi que des possibilités alimentaires et sanitaires du pays. Mugabe devra encore se préoccuper rapidement de l'africanisation de son administration, sans pour autant, les leçons du Mozambique ayant été retenues, provoquer l'exode des cadres européens. Il devra permettre, enfin, un meilleur accès des Noirs aux services de santé et à l'éducation, sans en compromettre la qualité.

En politique extérieure, on s'attend que Mugabe rejoigne le groupe des non-alignés. On sait d'autre part qu'il a déjà pris l'initiative de poser sa candidature au Commonwealth et on lui prête l'intention d'adhérer rapidement à la Convention de Lomé, ce qui est une indication précieuse sinon sur ses vues économiques du moins sur son réalisme politique.

Les relations bilatérales du Zimbabwe avec ses trois voisins "noirs" ne posent pas de problèmes majeurs pour l'instant. L'interdépendance des économies zambienne, mozambicaine et du Zimbabwe va créer des liens privilégiés entre ces trois pays. Les relations avec l'Afrique du Sud seront en revanche délicates. Mugabe a, semble-t-il, l'intention de s'inspirer de la politique de Samora Machel: Il dénoncera l'apartheid partout où il le pourra et votera toujours contre l'Afrique du Sud dans les enceintes internationales, mais s'efforcera d'entretenir avec elle des relations de voisinage normales. Il autorisera l'ouverture d'un bureau de l'ANC-SA à Salisbury, mais résistera à toute pression qui tendrait à l'obliger à abriter des camps d'entraînement. Cette position est maintenant connue à Pretoria où l'on semble vouloir également s'en accommoder.

Le Royaume-Uni demeurera, pour longtemps encore, un partenaire privilégié du nouvel Etat. Or, pour Londres qui est particulièrement soucieux de recréer la stabilité politique dans cette partie du monde, il convient donc d'exploiter au mieux une situation aussi favorable. L'imminence de l'indépendance a fait naître des espoirs immenses dans la population (les premières grèves en sont aujourd'hui le témoignage), espoirs qu'il convient de ne pas décevoir, dit Y. On estime donc ici,

qu'un effort considérable de la communauté internationale va devoir, rapidement, se manifester afin de donner au nouvel Etat les chances d'un bon démarrage. Le Zimbabwe possède en effet un potentiel agricole et minier qui en fait un pays riche. D'autre part, l'embargo économique a paradoxalement eu un effet positif sur l'équipement du pays en l'obligeant à développer de petites et moyennes industries dans toutes sortes de domaines qui vont aujourd'hui permettre d'économiser de précieuses devises. Cependant le Zimbabwe est également un pays qui sort d'une guerre éprouvante et qui a besoin d'une aide immédiate à court terme et d'un plan de reconstruction et de développement à moyen et long terme.

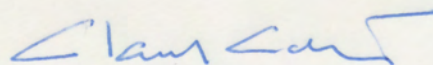
Lors de sa toute récente visite à Londres, Lord Soames a dressé un premier inventaire des besoins: il s'agit en priorité de reconstruire les routes, de remettre en marche les écoles et surtout de remettre en état et de rééquiper les dispensaires de brousse afin de lutter contre les maladies qui ont, à cause de l'absence de contrôle sanitaire, regagné du terrain. Enfin, il faut reconstituer le cheptel qui est aujourd'hui à 50% de ce qu'il était il y a 10 ans, parce qu'il a été la victime des razzias de toutes les armées en campagne et parce qu'il a été décimé par la mouche tsétsé. On se rappelle en effet qu'un des objectifs des guérilleros avait été la destruction systématique des fosses de désinfection qu'il va falloir maintenant reconstruire de toute urgence.

Une première estimation établit le coût des secours urgents à £ 50 mio. Londres a d'ores et déjà libéré une somme de £ 7 mio. D'autre part le Royaume-Uni lance une initiative diplomatique pour demander aux pays donateurs traditionnels d'annoncer rapidement leurs intentions. Une telle démarche est en cours auprès des membres de la Communauté, des Scandinaves, des trois autres pays développés du Commonwealth (Australie, Nouvelle Zélande et Canada), des Etats-Unis d'Amérique (qui ont promis la somme, décevante aux yeux de Londres, de \$ 2 à 3 mio.), du Japon, de l'Arabie Saoudite et du Koweït, ainsi que de l'Autriche et de la Suisse. D'autre part, la Banque mondiale va dans un très proche avenir envoyer une mission au Zimbabwe. Enfin Mugabe envisage de convoquer à Salisbury, peu après l'indépendance, une conférence des pays donateurs qui serait présidée par Bernard Chidzero, actuellement secrétaire général adjoint de la CNUCED, et dont Mugabe souhaite faire avec l'accord de Waldheim son ministre du plan.

- 4 -

Lorsque, le 17 avril à minuit, l'Union Jack sera amené à Salisbury, les Britanniques auront la légitime satisfaction d'avoir finalement résolu de façon honorable le problème rhodésien et, du même coup, d'avoir peut-être ainsi interrompu le mouvement de déstabilisation en Afrique australe. Puisse l'Occident le comprendre et saisir cette chance, conclut X.

L'AMBASSADEUR DE SUISSE



(C. Caillat)